

Au nom des villes et des pouvoirs locaux
Intervention de Gérard COLLOMB, sénateur maire de Lyon
et Christian FERRAZINO, Maire de Genève
SMSI, Genève, 12 décembre 2003

Monsieur le Président,
Excellences,
Mesdames, Messieurs,

Comme pour la majorité des services essentiels : eau, santé, éducation, les villes et les autorités locales sont en première ligne pour assurer, demain, un accès universel à la société de l'information.

C'est pourquoi, tout au long de l'année 2003, après 4 conférences continentales, à Bilbao, Nouakchott, Curitiba et Shanghai, les Villes et les pouvoirs locaux ont tenu à Lyon un sommet mondial pour construire une vision commune de la société de l'information de demain.

Elles ont adopté la déclaration qu'avec mon collègue, le maire de Genève, Christian Ferrazzino, nous allons vous remettre.

Cette déclaration exprime que la société de l'information que nous voulons construire doit renforcer la démocratie et le respect des droits humains.

Elle souligne que la liberté de communiquer et l'accès égalitaire à la connaissance sont des droits fondamentaux et appelle au respect de la diversité culturelle et linguistique ainsi qu'au pluralisme des moyens d'information et de communication.

Elle réaffirme que les potentialités de la société de l'information doivent contribuer à la réalisation des objectifs du millénaire, notamment dans l'instauration d'un enseignement primaire et secondaire universel.

Elle appelle enfin à une coopération étroite entre les villes et les pouvoirs locaux du monde pour lutter contre la fracture croissante qui sépare les villes du nord et celles du Sud quant à l'accès à la société de l'information.

Pour concrétiser cet objectif, la déclaration de Lyon propose de développer la solidarité numérique dans trois directions

- en invitant les villes et les pouvoirs locaux à privilégier, dans la mesure du possible, l'usage et le développement des logiciels libres, afin que leurs investissements servent à l'ensemble des collectivités du monde ,
- en leur demandant d'accroître leurs programmes de coopération décentralisée ,
- en soutenant l'appel du président Wade pour la création d'un fonds de solidarité numérique reposant sur des contributions volontaires des différents acteurs, citoyens, entreprises, états, villes et collectivités locales.

Nous avons décidé de joindre l'acte à la parole. C'est pourquoi, la Ville de Genève, ville de paix et d'humanisme, a offert d'accueillir le siège de ce fonds.

Avec les contributions de la République du Sénégal et des Villes de Genève et de Lyon, la dotation initiale de ce fonds est dorénavant et déjà supérieure à un million d'euros. Nous appelons non seulement les autres villes et autorités locales à participer à cet effort de solidarité, mais nous comptons bien être rejoints par de nombreux autres Etats, ainsi que par de nombreuses entreprises et membres de la société civile.

Nous vous remettons cette déclaration des villes et des pouvoirs locaux, que nous avons présentée à l'ouverture de ce sommet au Secrétaire général des Nations Unies, Monsieur Kofi Annan, et nous formulons le vœu, au nom de l'ensemble des maires et des pouvoirs locaux du monde, que soit annexée cette déclaration des pouvoirs locaux à la déclaration que vous allez adopter tout à l'heure.